

Directions

De la conjoncture à une direction politique communiste

Ce billet a été publié le 12 août 2024 sur un autre blog avant suppression puis republication



Ville et hommes

La vie politique française est malade^[1]. Et sa crise bien plus profonde que n'acceptent de le reconnaître les médias *mainstream*, lorsqu'ils ne l'occultent pas tout bonnement : ils font partie intégrante du problème. Pourtant nous devons nous préparer à ce qu'elle s'approfondisse et organiser notre réponse.

Autant que faire se peut, nous nous efforcerons d'articuler les échéances politiques sur ce blog. Dans ce billet particulièrement, dans un double mouvement partant de la conjoncture pour y revenir après être passé par des considérations théoriques et de plus long terme.

Gaza

N'ayant pris publiquement la parole depuis longtemps, nous devons d'abord dire quelques mots au sujet de ce qu'Israël fait aux Palestiniens. C'est bien tard. Rappeler que ce qu'on nous avait vendu comme complexe était fort simple, que le nombre de morts est sous-estimé, que cette histoire démarre dans les années 1920 voire avant, que le droit international est sans ambiguïté, puis dénoncer la polio, la famine, le bombardement des écoles et des hôpitaux, les journalistes décapités, etc., ne marchera pas plus si c'est nous qui le disons.

Aussi je vais à ce qui me distingue : le remède proposé. « Moi président », j'envverrais immédiatement sur place, sous les bombes de Tsahal, les politiques, « journalistes » – on en manque là-bas –, artistes et faux intellectuels qui ont explicitement mis leur réputation et leur parole publique au service du déni et de l'apathie collectifs, après *et avant* le 7 octobre. En l'absence de détention du pouvoir c'est un pur exercice de pensée. On aimerait tenir compte du gigantesque amoncellement de mensonges par omission pour être juste mais cela comporte quelques difficultés d'évaluation, aussi on pourra déjà se donner comme critère qui a dit « Israël a le droit de se défendre » dans l'espace public. Il n'y a qu'un endroit où Israël ait le droit de se défendre, en la personne de ses dirigeants, c'est devant le TPI.

Pour répondre à ceux qui jugeraient cette proposition sévère et mal ciblée, rappelons que le processus de colonisation par voie de nettoyage ethnique trouve en occident, à la fois son origine historique et ses autorisations à continuer, on en déduit donc qu'y mettre fin exige de faire cesser les causes là où elles prennent racine. Il y a ce génocide sur place. Or pour un citoyen français, quels sont les moyens disponibles pour le faire cesser, si d'emblée les médias chargés de restituer convenablement ce qui arrive, soit l'occultent, soit le déforment outrageusement ? Ils empêchent de se former le seul consensus politique en mesure de déterminer les pouvoirs publics à sortir de leur inaction pour enfin engager tous les leviers diplomatiques qui permettraient d'obtenir un cessez-le-feu.

Et c'est là le *minimum minimorum*, la situation exige plutôt qu'une force internationale s'interpose. Pour s'en convaincre, on peut lire les délires à haute-voix de Netanyahou [2]. Mais non, les occidentaux rappellent leurs citoyens au Liban (car Israël attaque tous azimuts), alors que les États-Unis à eux seuls auraient les moyens de faire cesser cela immédiatement. Les citoyens raisonnablement informés endurent un double calvaire : la trahison démocratique générale ici en France, déjà douloureuse et scandaleuse, autorise en cascade que notre pays couvre objectivement une opération génocidaire, laquelle, outre qu'elle occasionne la destruction insoutenable de dizaines de milliers de vies [3], ruine définitivement toute prétention de la France à incarner la patrie des droits de l'homme – une réputation qui, au demeurant, était déjà très surfaite, peut-être même usurpée – en nous entraînant, nous citoyens, dans une déchéance morale collective sans équivalent récent, contre notre gré.

On voit venir les accusateurs, on connaît leur chanson. A l'opposé de ce que les médias *mainstream* rabâchent, la lutte contre l'antisémitisme exige de refuser catégoriquement la grille d'analyse culturelle et religieuse pour expliquer – ou pire, justifier – le génocide en cours, et d'y substituer une analyse politique, et même, géopolitique, du fait colonial. En outre, préjuger en mal comme en bien de personnes en raison de leur foi est une erreur dont les conséquences deviennent tragiques dès qu'on la répète à grande échelle.

Israël représente désormais un grand danger pour toutes les personnes de confession juive dans le monde. Son comportement brutal, agressif, défendu par des politiques cyniques de tous pays sous prétexte fallacieux de lutte contre l'antisémitisme, est justement la cause première de la remontée de l'antisémitisme qu'on observe. Nous ne voyons qu'une solution : un unique État, bien sûr palestinien, idéalement laïque, à défaut multiconfessionnel, implémentant, comme chaque pays au monde devrait le faire, des politiques publiques de lutte contre le racisme sérieuses, c'est-à-dire luttant contre l'antisémitisme au même titre que toutes les discriminations raciales et religieuses. Il y a long d'ici là, et pour le moment, on assiste plutôt, impuissants, à la fin du nettoyage ethnique des Palestiniens démarré en 1948.

S'il a jamais existé en étant conforme à sa dénomination, le « sionisme de gauche » est mort. C'est devenu le meilleur alibi pour que la tragédie continue : Golem, centre, droite, extrême droite : alliés objectifs contre les Palestiniens. Il suffit d'écouter la gauche israélienne pour comprendre qu'il n'y aura rien comme *un autre sionisme*, bon et vertueux, surtout du point de vue d'un Arabe habitant la Cisjordanie – Cisjordanie dont la colonisation fait l'objet d'un consensus métapolitique, et donc, transpartisan en Israël.

JO : fi du plaisir que le *dégoût* peut corrompre ?

En principe, chacun a le droit d'aimer regarder le sport, de se laisser étonner et d'aiguiser son jugement artistique aux spectacles communs[4]. Sans nourrir la moindre illusion pour leur fonction actuelle, un esprit authentiquement révolutionnaire devrait y réfléchir à deux fois avant de rejeter par principe ce *genre* de réjouissance collective.

En situation, même pour ceux qui sont inclinés à en profiter, la joie qu'on pouvait espérer en retirer est gâchée par la hantise des horreurs que la fête a pour fonction objective d'escamoter. Elle est bien dérisoire en comparaison de ce qui se pourrait dans une société meilleure, insérée dans un ordre géopolitique mondial moins révoltant. En matière de réjouissance, on retrouve ici la distinction que fait Spinoza entre deux formes de joie[5] : le chatouillement ou *Titillatio*, et l'allégresse ou *Hilaritas*. La première partielle et faible, la seconde entière et franche. Il est frappant de voir combien dans la conjoncture cette distinction s'applique aussi bien aux corps individuels qu'aux corps politiques pour lesquels London associe la *Titillatio* à la récupération[6].

Au moment de boucler nous apprenions qu'un policier auteur d'un tir mortel en 2021, et toujours sous le coup de poursuites pour son geste, était l'un des personnages sur BMX d'une saynète censée illustrer les nouveaux modes de vie urbains lors de la cérémonie d'ouverture. Nous passons du très discret chatouillement au dégoût consommé. Un policier assassin en *Mondiovision* : le véritable visage de la France. On ne s'appesantira pas sur la médiocrité des interviews, le nombre insuffisant et le caractère tronqué des *replays*, ou encore sur l'écœurant systématisme censeur d'on ne sait quels ayants-droits lorsqu'on reposte de brefs extraits vidéos sur les réseaux sociaux, pourtant empruntés à des médias réputés être de service public – dont nous sommes théoriquement les ayants-droits. On se consolera par exemple avec le geste des athlètes algériens jetant chacun une fleur rouge dans la Seine en mémoire des victimes de la police de Papon en octobre 1961.

Situation : faire l'effort d'analyser

Le quasi-consensus savant décrit ce qui nous arrive tant au plan social, économique que politique comme une *crise*, et même, comme une *crise organique*. Ce concept est de Gramsci mais il trouve un prolongement auprès de la *Théorie de la régulation*. La crise organique, c'est lorsqu'un *régime d'accumulation* cesse de pouvoir être accommodé par les institutions, notamment politiques, dans lesquelles il s'insère, et qui en même temps, expriment sa nature. Évacuons d'emblée l'idée vague qui agite les faux débats publics : la crise comme perturbation passagère avant retour à l'état initial. Cette définition ne respecte même pas le sens du mot, car en médecine, la crise, c'est le passage par le point décisif d'une bascule irréversible. Son issue tient en cette alternative unique : guérison ou aggravation. La crise organique qui occupe tout l'esprit de Gramsci est plus abrupte que sa réinterprétation régulationniste, au moins récente. Elle a en face le fascisme et la guerre, et on n'écarte pas l'issue révolutionnaire de l'éventail des solutions.

Aujourd'hui la difficulté est de savoir s'il s'agit d'une crise du capitalisme néolibéral, laquelle devrait alors livrer passage à de nouvelles accommodations institutionnelles tout en conservant les rapports sociaux fondamentaux du capitalisme (double séparation, rapport monétaire, rapport salarial, etc.), ou d'une crise de capitalisme *sans phrase*, dont la seule issue heureuse est la sortie de ses rapports sociaux fondamentaux.

Les analyses de Amable et Palombarini mettent en correspondance un certain état des structures sociales et économiques avec la sphère de pratique spécifiquement politique (conçue comme champ) – mettons qu'il s'agisse là d'un découpage horizontal, en strates. Ils utilisent ensuite les outils de la sociologie électorale, dont le vote, mais

aussi les enquêtes sur l'adhésion des agents à des énoncés politiques, afin de produire une décomposition selon des verticales, en blocs. Selon eux, la société française historiquement organisée en deux blocs transclasses, droite et gauche, s'est progressivement structurée en trois blocs par désaffiliation des couches populaires aux deux premiers : gauche sociale et écologique, relativement transclasse ; bloc libéral bourgeois pro-européen ; bloc identitaire, relativement transclasse. Le bloc bourgeois, précisément parce qu'il n'est pas transclasse, est une illusion. Comprendre : il existe effectivement, mais sa stabilité politique et peut-être même sociale n'est pas assurée. Pour se maintenir il tend à muter ou se combiner avec d'autres. Dans sa trajectoire il tend également à *mettre en panne* les institutions spécifiquement politiques. Il s'agit là d'une sorte de physique de la matière sociale et politique, opérée sans jugement moral, et qui vise à repérer les tendances à la fragmentation ou à la fusion des blocs, à saisir leurs dynamiques, à cerner leurs régimes de métastabilité.

Nous donnons ici notre propre résumé imagé qui exagère et déforme délibérément leurs conclusions à moyenne échéance : le capitalisme néolibéral a fait accélérer la particule centriste bourgeoise pour la faire collisionner avec celle d'extrême droite avec tant d'énergie qu'elle a fusionné avec la droite classique (de basse énergie politique et sociale) qui se trouvait sur son passage, la gauche se maintenant sous condition de proposer une rupture avec le modèle néolibéral.

Pour Amable et Palombarini l'issue souhaitable à la crise semble consister en la seule sortie du néolibéralisme, et l'avènement de la proposition d'extrême-droite leur paraît *résistible* pour peu que la contre-proposition politique idoine soit mise en œuvre. La transformation institutionnelle est l'une des composantes identifiées pour structurer l'offre politique dans le schéma proposé au début de *L'illusion du bloc bourgeois*. Dans un plan d'objectivité qui n'est pas forcément réinvestit terme à terme par les propositions des agents du champ politique (essentiellement exprimées par les partis), on pourrait dire qu'il s'agit de la reconfiguration des *apex* institutionnels du mode de production – insertion dans la mondialisation marchande et capitaliste (en particulier via l'UE), statut de la puissance publique au regard de l'émission monétaire (via le statut et les missions de la BCE), degré d'initiative économique voire de planification de l'État, organisation institutionnelle au sens étroitement politique, droit du travail, la concentration des médias, libertés publiques et organisation de la police, normes écologiques, fiscalité, etc. même si on entre dans le domaine de la politique ordinaire avec ces derniers items.

Dans une analyse qui combine l'apport gramscien et un méta-modèle d'inspiration spinozienne[7], Lordon entreprend de sérier (inventaire / description) les rapports macrosociaux sous l'espèce de *corps structuraux*[8]. Le capitalisme comme corps et ses actualisations successives (libéral, fordien, néolibéral, etc.) comme *figures* particulières de ce corps. Sa crise comme décompensation du corps capitaliste. La proposition, également régulationniste, tient ensemble institutions politiques, institutions non-politiques et déclinaison du mode de production dans ces institutions. Un intérêt de son article est de montrer le *continuum* entre les crises du capitalisme, continuité des échelles temporelles et des intensités, et possible superposition. Sans doute aussi parce que dans d'autres ouvrages plus récents, il intègre à ses analyses une « externalité négative » nouvelle – que nous désignerons génériquement comme la question écologique – même si ça le dérange un peu de recourir à une tournure qui la fasse paraître à certains comme extérieure. Dans son esprit l'écocide est un anthropocide et sa résorption n'est possible que par la sortie du mode de production capitaliste. Il n'est pas un problème à côté des problèmes sociaux que le capitalisme nous inflige, c'est un problème *de* capitalisme, et c'est le même problème. Un point de vue que nous partageons, sous réserve qu'il nous accorde cette restitution. On n'insistera jamais assez sur le fait que le modèle qu'il propose est très largement compatible avec celui d'Amable et Palombarini. La différence consiste en cela qu'il s'ouvre plus spontanément aux issues radicales[9], alors que les leurs prêtent une attention plus grande attention à la continuité avec l'existant[10].

L'un des premiers effets de l'entrée en crise du capitalisme est la désadaptation de la division du travail. Étudier l'histoire monétaire est l'une des manières les plus efficaces de s'en convaincre[11]. Sans contradiction le retour de force des effets « écologiques » dans les structures d'accommodation du mode de production peut précipiter ou faire se superposer des crises d'amplitudes différentes. On pense évidemment aux pandémies – et celle de Covid a porté une lumière crue sur la fragilité de la division du travail néolibérale –, et en élargissant la focale à d'autres « externalités négatives », à la remontée des tensions géopolitiques et la résurgence des conflits.

Direction

Une situation de crise totale n'a pour réponse adaptée que de nature révolutionnaire. Notre situation est plus grave que beaucoup le croient, mais y sommes-nous ? En fait il ne va s'agir ni d'être prudents, ni d'être audacieux, mais de sortir du registre analytique classique. Non pas pour cesser d'analyser, mais parce que les conditions de l'analyse universitaire à froid pourraient cesser d'être garanties si la crise s'accélère – le management néolibéral a déjà passablement endommagé l'université, notre riposte politique n'a pas suffi à entraver cette destruction. Il va donc s'agir de basculer dans un mode encore plus politique, et de faire entrer de nouveaux éléments normatifs dans notre expression, en conjoncture. Donc d'être prévoyants et actifs, également au nom de la défense d'une vie intellectuelle séparée.

Et si l'on tient à user du vilain mot de révolution de manière normative, il y a un peu de dépoussiérage à faire. Une révolution dans la révolution ? En tout cas le refus de tout folklore. Il faut évidemment rappeler l'intensité de ces processus historiques, leurs périls. Mais on ne peut souhaiter à aucune une révolution de devoir recommencer toute l'accumulation productive depuis zéro, en ce petit matin qui succédera au Grand Soir, sans pour autant sacrifier aux faux-espoirs du gradualisme, des solutions ne traitant pas simultanément le front politique et le front productif, ou de celles refusant de désarmer intégralement et définitivement le capital. Et c'est cette ligne que nous souhaiterions tenir ici.

Partant d'une classe révolutionnaire fragmentée au point qu'elle est n'est pas encore *une classe pour-soi*, n'ayant pas la main sur l'agenda de l'hégémonie et n'ayant pas accès à ses relais médiatiques, on ne peut rien construire qu'en partant de la *figuration d'un but*. Point de cause finale ici, mais le désir (politique) comme *cause efficiente*. Et sans aucune prétention à être seuls ou dominants, mais simplement en se rendant disponibles, et en venant compléter l'inventaire des solutions mises à disposition du nombre (on renâcle encore à dire les masses). Existente déjà des propositions élaborées de sortie du capitalisme néolibéral, et c'est tant mieux.

Nous avons une proposition pour sortir du capitalisme *sans phrase*. Logiquement cela s'appelle communisme. Il y a une petite tricherie : nous l'avions préparée avant, sachant qu'il est plus difficile de réfléchir froidement quand la conjoncture est chaude. Il ne s'agit évidemment pas de l'épouvantail à mille millions de mille morts dont les poivrots de plateau de l'information en continu nous rebattent les oreilles. Leur communisme comme équivalent moderne du grand méchant loup pour que bonne-nuit-les-enfants se tiennent sages.

Non.

Le communisme comme extension de la démocratie à la sphère du travail et de la production, et comme fin de la société de classes. Comme seule « solution » « raisonnable », effectivement « praticable » ; comme seule « réforme » possible de ce qui existe – pour resservir le brouet verbal écœurant que nous inflige l'époque : *TINA but communism*. Réaliste parce qu'en partie déjà-là, en tout cas déjà éprouvé avec succès dans des formes telles que la sécurité sociale. En partie seulement. La plus haute marche reste à gravir car la détermination principale de nos sociétés contemporaines est d'être capitalistes, et qu'il s'agit justement de renverser le capitalisme.

En intervention on préférera renverser alors que dépasser à toute sa dignité conceptuelle. Cela pour éviter de laisser croire qu'on dépassera le camion 36-tonnes avec, sur une 125cc, Piketty au guidon, Cagé carrée derrière, cheveux au vent, et Hamon vissé dans le side-car. Ainsi lestés, on peut prendre un peu d'élan dans la descente, mais ayant à peine déboîté, on va s'apercevoir que la remorque néolibérale arriérée cachait la remorque avant des rapports fondamentaux du capitalisme, que la pente remonte sec et que la route tourne au bout. Piteusement, on va se rabattre en urgence devant le camion éditocratique beuglant qui dévalait en sens opposé, laissant choir du *top case* les projets de parlement démocratique de l'autre euro et de reconfiguration vertueuse de la presse dans le capitalisme.

Il faut enfourcher une autre cylindrée. Voici de quoi il s'agit.

De la socialisation – et pas de la nationalisation – des moyens de production et du système bancaire (avance et paiements), de la fin de la propriété lucrative, de la délibération de ce qu'on produit, à toutes les échelles territoriales

pertinentes, ainsi que de notre degré d'insertion dans la mondialisation, donc de la refonte radicalement démocratique des institutions politiques. Évidemment de la fin du chantage salarial. Mais aussi de la garantie et de l'extension des libertés publiques et individuelles, de l'arrachement définitif des médias au capital (essentiellement par dissolution de la classe capitaliste). Enfin ou d'abord, du vêtement, du logis, de la santé de l'éducation et des loisirs pour tous. Du temps pour soi. Et encore de quelques autres aliments qui rendent la vie bonne.

L'art est difficile, et il y a plus que l'effort de tirer de l'opprobre un signifiant honni. Personne ne nous fera dire que la démocratie étendue, c'est la fin des médiations, des délégations. Il y a même un travail de reconfiguration pour ainsi dire à neuf à entreprendre contre l'anomie laissée derrière par le dépeçage néolibéral de la société. La démocratie consiste à organiser la conjuration de la capture du pouvoir, pas la fin du pouvoir. Le communisme, c'est-à-dire la démocratie absolue en tout, est le schéma organisateur d'une société puissante – au sens spinoziste, pas étroitement militaire – et donc qui assume aussi réflexivement que possible ses structures de pouvoir et les régule. Il ne s'agit plus d'écrire *Yet Another Constitution Républicaine*, mais de penser un tout nouveau partage des pouvoirs dans une société où la souveraineté des producteurs occupe le centre.

On avait donc fait cette proposition articulée il y a 3 ans[12], à la fois radicale, – de celles qu'on appelait jadis programme des conditions maximales –, et *prudente* dans le sens où elle pioche dans des formes de médiation historiquement éprouvées. Nous ne croyons pas plus au dépérissement de l'État qu'aux solutions d'accommodation intermédiaires dans le capitalisme, même si chacun reste évidemment libre d'y souscrire.

Qu'on ne nous reproche pas l'ambition d'exhaustivité. Nous ne croyons pas aux avant-gardes, ni à la force propre des idées, ni au grand homme – dût-il s'appeler Lénine. Nous croyons au déterminisme[13], aussi nous ne dirons même pas que l'indétermination politique apparente laisse place à l'intervention. On s'était préparé à l'avance, en prévision de l'aggravation d'une crise politique que d'aucuns jugeaient probable. Si la liberté consiste à agir en étant mu par la raison, sans pour autant cesser d'être déterminé, alors on espère procéder de la sorte en prenant à nouveau la parole.

D'ailleurs, sauf certains traits structurants, la proposition est modulable et modulaire. À l'image de la résolution des équations différentielles en mathématiques, il s'agit ici du modèle permettant de décrire (d'engendrer) toute une famille de solutions au problème, plutôt qu'une solution particulière parfaitement déterminée. Elle vient à la rencontre des différentes luttes émancipatrices existantes et s'offre à elles pour discussion ouverte et comme véhicule de transport en commun jusqu'à une destination meilleure. Point de fin de l'histoire ici, mais une foi raisonnée en la possibilité de bifurcations historiques d'ampleur. On a la faiblesse de croire qu'elle est radicalement féministe et internationaliste, et quelques autres propriétés agréables.

Pour lointain que paraisse cet horizon (on a pourtant conjugué cette proposition au présent, comme une chose actuelle, soit l'exact l'inverse d'un *jacquattalisme*), les luttes immédiates s'organiseront avec d'autant plus d'âcridité qu'elles cesseront de n'être que défensives pour affirmer un but politique clair et distinct. Une visée qui les organise en classe révolutionnaire. Il n'est pas nécessaire que ce soit notre proposition. Le simple fait d'assumer une direction était inaudible il y a dix ans ; qu'il revienne en circulation constitue en soi une victoire idéologique. Ce travail bénéficie d'un lectorat de quelques universitaires, journalistes économiques, auteur^{es} sélectionnés. Qu'ils soient vivement remerciés (l'impatience et le découragement avaient finis par nous rendre insupportables). Toutefois se complaire avec snobisme dans une situation de double ou triple minorité politico-intellectuelle serait une forme inversée de la vanité et une manière de négliger notre devoir politique, surtout si l'on prend au sérieux l'idée que la crise puisse s'aggraver.

Teasing

Ce qui organise notre proposition communiste et en fait l'originalité, c'est sa circulation monétaire, laquelle fera l'objet d'une présentation détaillée dans un billet séparé.

Pourquoi est-ce inédit et décisif ? Inédit parce que le processus historique d'abstraction de la monnaie, repéré par Marx avant les grands travaux sociologiques et anthropologiques sur le sujet, devait atteindre son stade de développement contemporain pour que la solution proposée (une monnaie pleine, nationale, fondante à l'échange et dans le temps) soit simplement envisageable, tant en matière technique que d'acceptabilité sociale. Elle enfonce des interdits que des demi-spécialistes ont sacralisés comme étant éternels et de principe alors qu'ils sont historiquement contingents. On s'emploiera à les dissiper en s'appuyant sur l'arsenal théorique adéquat.

Décisif, parce que la monnaie est le point d'articulation de l'économie et du politique. Décisif encore, parce le rapport monétaire est l'un des plus fondamentaux du capitalisme. Fondé sur la croyance monétaire, il est à la fois plus ancien et plus transverse que les rapports sociaux fondamentaux du capitalisme – André Orléan dit de la croyance monétaire qu'elle est un fait social total. Le rapport monétaire sous-tend le rapport marchand et le rapport salarial, mais ne se dissout pas en eux. Sans être autonome, il a une prééminence structurale sur eux : même dans une genèse conceptuelle des rapports de production, il faut présupposer l'existence de la division du travail et du rapport monétaire pour justifier que les individus se salarient. On s'attardera à nouveau sur les travaux de Lordon et Orléan et le non-ancrage substantiel de la valeur. C'est de salubrité publique en un moment où les théories de Marx sur la plus-value refont surface ainsi que, corrélativement, les coordinations économiques planificatrices si louables soient les intentions de leurs auteurs.

Décisif enfin par l'orientation stratégique de la ligne révolutionnaire que la forme sociale d'arrivée appelle. Parce qu'une adhésion monétaire se décide vite, la stratégie à adopter pour l'atteindre ne peut pas être celle d'un gradualisme. Si l'on considère le dispositif décrit comme modèle stylisé d'un l'état d'arrivée anthropologiquement viable (c'est-à-dire répondant à des critères de *stabilité* qu'utilisent les analystes du capitalisme néolibéral évoqués plus haut) et que l'on prend au sérieux les contraintes morpho-dynamiques de la transition qu'il fait apparaître, c'est une sorte de démonstration, pas absolue mais au sens d'un travail raisonné de prospective se plaçant au niveau macrosocial, que ce qui reste à conquérir contre le capitalisme ne peut survenir que de manière bien située – dans un État particulier, et dans le temps. Ce ne sera pas un processus de diffusion lente. Le contraire de lente ne signifie pas une bascule en un jour.

Une bascule monétaire comme celle-ci nécessite plusieurs semaines de préparation en ayant pris pied dans les institutions, et d'une phase d'une durée comparable pour stabiliser sa mise en œuvre pratique. Elle n'est possible que par la mobilisation d'une énergie politique de type et d'intensité révolutionnaires, et toute l'activité extra-institutionnelle que ces mots signifient.

Cela dessine un *profil temporel* des tâches à entreprendre, dans les institutions et en dehors. On pourrait dessiner le *profil* de l'étape décisive comme le franchissement d'un col. Degré zéro : décider d'entreprendre une montée, accepter l'idée de se donner un but politique. Ensuite, choisir ce but, c'est un débat long, potentiellement houleux, jamais complètement refermé avant l'épreuve de la mise en pratique. L'histoire décidera laquelle nous choisirons, le cas échéant. Nous avons une ligne à proposer et allons la promouvoir et la défendre. Sans que la question soit tranchée avant une épreuve de force finale avec le capital, la lutte pour imposer cette voie particulière dans la lutte contre-hégémonique a aussi pour vocation de rendre sensible les capitalistes à quelle sauce ils seront mangés (c'est une image) : une adhésion monétaire se décide vite et repose sur l'acceptation du grand nombre. Sans que la révolution puisse être menée par tous (sans quoi elle ne serait plus nécessaire), l'idée générale de la circulation monétaire doit avoir été diffusée d'une manière ou d'une autre et circuler dans les esprits avant le passage à l'action. C'est là une spécificité qui nous est propre. Vient ensuite l'étape de la confrontation avec le capital. Elle sera probablement provoquée par l'arrivée au pouvoir d'une gauche désireuse soit d'aller directement au but, soit d'accélérer le pas si elle ne veut pas passer sous la table, et donc résolue à se saisir de ce type d'idée.

Cette confrontation sera intense, maximale en un sens, et sans contradiction, nous devons nous organiser très calmement pour ne pas rester tétanisés devant l'obstacle : immédiatement trancher le lien entre le capital et les médias, aider la grève générale avec occupation en réorientant les pulsions violentes des policiers vers le Medef, et non les travailleurs. Plus généralement se faire reconnaître et respecter de l'appareil de force. Permettre la préemption des collectifs de production, pour prendre aussi vite que possible le relais des grèves initialement chargées de paralyser le capital, mettre en œuvre la circulation monétaire et la réforme des institutions. Enfin, partir à la plage.

C'est une demi-boutade seulement. La révolution réussie, c'est quand la transformation économique et institutionnelle radicale survit à ceux qui la mettent en œuvre, peu importe qu'on les tue ou qu'on les chasse. Une des idées les plus révolutionnaires de notre proposition, enclose dans la forme de la circulation monétaire, c'est qu'elle minimise autant que possible la durée d'exposition critique de la force politique proprement révolutionnaire. C'est à double tranchant (blague involontaire) : soit l'adhésion aux institutions et à la monnaie passe, et en moins d'un an l'affaire est entendue, soit retour à la case départ.

Bref, passage du col, descente en piqué sur capitalisme et les institutions de la république bourgeoise, et *vamos a la playa*. Le Grand Soir^[14] n'a jamais été une affaire d'un soir, mais l'état des structures sociales de la temporalité interdit qu'on s'éternise autant qu'en 1789 et surtout en ayant une direction économique aussi peu harmonisée qu'alors, sinon ça finira dans le décor. 1917 et la Révolution Culturelle chinoise, alors qu'elles prennent de front la question productive, doivent tout autant être *méditées* et critiquées.

Mais voilà pour le profil temporel, revenons plus en détail à la description du point d'arrivée.

La position de Janus du rapport monétaire entre économie et politique permet de dériver de cette circulation, à la fois des institutions politiques radicalement démocratiques auxquelles adosser la création monétaire, et des « institutions économiques » organisant la production sous de nouveaux rapports sociaux. Ce deuxième point procède par des inscriptions dans le droit dont la trace s'étend du rang constitutionnel à des décrets d'application extrêmement précis et assortis de leur *enforcement*.

Les institutions politiques consistent essentiellement en un régime d'assemblée, subsidiaire, réticulaire (son maillage est communal), dense en représentation, auto-constituant et qui confère à la matière institutionnelle une qualité dite « mésomorphe », entre liquide et cristalline, chaque état passant dans l'autre^[15]. Il s'agit de lutter contre la tendance spontanée des institutions politiques à l'ossification, à la capture, à l'embourgeoisement.

Les institutions économiques maintiennent un système de marchés et une continuité des prix à la transition, mais en plaçant le souverain à tous ses échelons à l'abri de tout chantage à la dette et en surplomb de l'avance monétaire (on ne parlera plus de financement de l'activité économique, mais de subventionnement). Elles permettent l'intervention et la planification, sans les exiger. Elles découplent le revenu individuel du niveau de la production, de manière moins absolue que ne le fait Bernard Friot, même si son système de salaire à la qualification est parfaitement susceptible d'y être intégré. Elles organisent la circulation des moyens de production entre les travailleurs et la circulation symétrique en mettant en œuvre un principe de *préemption permanente*, plus puissant que celui de préemption initiale. Elles entravent la liquidité qui sous-tend la circulation du capital de manière si drastique que la production sur le mode capitaliste, sans être nominalement interdite devient impraticable, et cela d'autant plus que l'accès d'un collectif de production à l'avance monétaire est conditionné à l'égalité politique interne et de propriété de ses salariés.

Préemption permanente

Certes, à la bascule, tous les collectifs ayant une détention capitaliste externe basculent dans un régime récommunal. Mais tous ne sont pas dans ce cas, et là on laisse l'initiative aux salariés de décider quand. Dans le premier et dans le second cas, la puissance publique placée en amont de la création monétaire indemnise. Il s'agit bien de préemption et pas d'expropriation. L'important ici, c'est que l'initiative vient des salariés eux-mêmes, pas du souverain politique séparé.

Le principe de *préemption permanente*, joint à une certaine conditionnalité du revenu (dans des collectifs productifs démocratiques), a le mérite de proposer une solution au problème de la circulation des travailleurs entre les moyens de production (et de la circulation symétrique).

Nous n'avons pas encore parfaitement compris comment le salaire à la qualification de Friot réalise la coïncidence des désirs productifs individuels avec les besoins productifs collectivement délibérés. Il semble que sa proposition ait besoin de quelque chose comme une forme de *recrutement communiste*.

Toute l'initiative productive ne part pas d'un en-haut politique, chez lui comme chez nous, mais pour une part, c'est le cas.

Notre livre, tout en les respectant, ne redisait pas assez clairement certains principes. Rendre démocratiques les collectifs de production ne signifie pas supprimer toutes les médiations de pouvoir internes existantes. A l'instant initial au moins, et avant dé-médiations ultérieures laissées au choix des salariés-propriétaires, les représentants du personnel élus deviennent immédiatement l'équivalent fonctionnel d'un comité actionnarial, auquel le comité exécutif, s'il est séparé, rend compte. Il devient l'ancrage supérieur de souveraineté interne. Certes la politique salariale, les orientations stratégiques et le recours au subventionnement sont mises au vote de tous les salariés, mais par sa médiation, et sans dissoudre, du moins immédiatement, les entités spécialisées existantes. Cela afin de garantir une continuité organisationnelle pratique, tout en supprimant immédiatement l'exo-détermination par le capital.

C'est par le dispositif de *préemption permanente*, décrété là où s'écrit la loi mais appliqué dans les collectifs eux-mêmes, et garanti par un ordre judiciaire remodelé répondant au nouveau souverain démocratique, que nous espérons renouveler le concept issu de la tradition révolutionnaire de dictature de prolétariat, et dont la signification floue et les décisions politiques brusques et contradictoires qu'il avait provoquées en situation révolutionnaire nous semblent devoir être critiquées.

Sans supprimer la nécessité d'une intensification de la lutte des classes dans les collectifs *avant* la bascule révolutionnaire comme y insistent les traditions léninistes et trotskistes, la *préemption permanente* permet également que la conflictualité interne ne soit pas muselée *après* cette bascule. Une conflictualité d'abord locale et spontanée, relevant évidemment de régulations spécifiques, mais n'ayant plus cette asymétrie structurelle inhérente au mode de production capitaliste qui appelait finalement à ce que la lutte des classes soit fomentée et entretenue par des instances révolutionnaires extérieures aux collectifs.

Pour ne pas faire trop long ici, nous devons renvoyer au livre et à des billets ultérieurs dans lesquels nous aurons le loisir de revenir en détail sur ces dispositifs, de notre propre initiative ou pour répondre à d'éventuelles objections qui nous seraient parvenues d'ici là. Nous pouvons maintenant reprendre la discussion stratégique.

Organisation, temporalités, opportunités

Il ne suffit plus de figurer le but mais également la trajectoire nous faisant passer de la condition où nous subissons la crise institutionnelle à un *devenir actif* révolutionnaire. On procède par une sorte de régression logique depuis le but esquissé en remontant aux luttes concrètes, au présent. Afin de voir à quoi peut servir la lutte institutionnelle à cette aune, on doit être aussi « dialectiques » que possible, c'est-à-dire intégrer ce schème puissamment générateur de *circulation de l'indignation* (voir plus bas).

Pour peu qu'on nous accorde le but proposé, dans son principe si ce n'est dans ses modalités détaillées, les tâches de résistance immédiate et d'affirmation de long terme doivent être menées en parallèle – de front – et connectées autant qu'il est possible. Cela suppose une certaine division travail politique, mais sauf dispense exceptionnelle, pas non plus une hyper spécialisation.

On parle souvent d'une dialectique entre l'institutionnel et extra-institutionnel. Une chose est sûre, c'est qu'il nous faut les deux. En effet, un raisonnement sur le pouce nous avertit que le développement *matériel* des structures de pouvoir, des médias, leur intensification – tant en nombre d'agents qu'en densité temporelle d'activité – (et on compte autant l'anesthésiant des divertissements débilissants que le développement technique de l'appareil de force, avec ses moyens de surveillance et de répression), interdisent matériellement comme dans l'esprit des citoyens, qu'une confrontation directe avec le pouvoir, fomentée ou spontanée, hors toute médiation électorale, sorte victorieuse.

Non contradictoirement, on se doit de critiquer avec une certaine sévérité les espérances de la « révolution citoyenne » (un oxymore selon nous) mise sur orbite par l'élection d'un gouvernement de gauche depuis les institutions de l'hégémonie. Pris dans ces discussions à la faveur d'amitiés militantes, on oscille entre le nouvel invité aux longs silences polis et le jeune chien dans un jeu de quilles. Après avoir rué dans les brancards, on hésite à repartir. Il ne faut peut-être pas que le travail de rédaction du livret pour la 6^e république soit politiquement lucide au point de ruiner par ses déclarations-mêmes les prétentions de LFI à exercer un temps le pouvoir dans les institutions actuelles. Ce serait peut-être un trop haut degré de *dé-dialectisation*. Or on a besoin de cette puissance politique, et gloire soit rendue à LFI et à Mélenchon [16], non seulement de populariser des thèmes politiques, mais également d'occuper le terrain. Du point de vue révolutionnaire (*sans phrase*), une fonction importante de la bataille électorale et institutionnelle, pour ne pas parler de vocation historique, est de servir de détonateur, éventuellement à répétition. Raison de plus pour ne pas la désarmer.

Dans l'immédiat, la ligne du NFP doit évidemment consister à tenir bon et forcer Macron à consommer son échec. Il a perdu tout de même, même la presse internationale commence à froncer le sourcil [17]. Il continue pourtant de vouloir dérouler le tapis rouge au capital [18]. On tient là, sous nos yeux, un concentré de ce contre quoi nous sommes requis de *nous organiser* : crise politique et institutionnelle généralisée, capital installé dans la place, extrême droite au portillon et déjà à moitié dans les têtes, et outils de dépolitisation tournant à plein régime. Sans céder d'un pouce, il ne faudra ni s'étonner ni s'inquiéter que l'on veuille nous voler cette modeste victoire électorale. Le système auquel nous faisons face élèvera immédiatement le niveau de ses mécanismes d'auto-défense du jour où notre victoire dans ses institutions sera franche, en fait dès qu'elle deviendra probable dans les sondages [19].

Logiquement *cette crise institutionnelle va s'approfondir assez rapidement* et on va devoir encore donner d'autres coups de bélier dans le pont-levis de la citadelle institutionnelle avant espérer pouvoir y prendre pied, l'extrême droite se tenant en embuscade, et ayant même une vitesse électorale plus grande que la nôtre dans la course, même si on a momentanément entravé l'élan dont l'extrême centriste l'avait généreusement doté. On a glissé un avant-bras dans la porte, mais dès que nous aurons le bras et l'épaule engagés, l'hypothèse du scénario manquant [20] pourrait être réactivée, si elle n'est pas déjà *en travail* sous les radars. Les fins de non-recevoir de l'hégémonie, qu'elles soient inscrites dans ses structures ou dans les psychés des agents que ses structures sélectionnent pour s'accrocher au pouvoir importe peu au plan stratégique (du moins c'est ce que nous croyons à ce jour, peut-être des découvertes

ultérieures nous inviteront à repenser cette question à nouveaux frais). Dans les deux camps, hégémonique et contre-hégémonique, la course à la remise en forme des institutions devrait faire s'élever le plan de la conflictualité politique ordinaire dans une nouvelle dimension.

Quelques enseignements pour s'orienter

Un de nos premiers devoirs est de nous mithridatiser, d'apprendre à soigner le mal de mer ou à vivre avec. Une crise organique se reflète mécaniquement dans le corps et dans la psyché malmenée des citoyens. Nous voici embarqués sur les montagnes russes, et la construction contre-hégémonique, dont la délibération et la publicité d'une direction commune, doit offrir une solution, fût-elle partielle, à l'inquiétude née de l'incompréhension de ce qui arrive. Il y a d'abord ce rôle explicatif et de bonne définition de problème. Ça n'est pas tout à fait neutre, mais *stricto sensu* ça ne signifie pas d'y apporter une solution clé en main. Il s'agirait plutôt de susciter l'intensification de la dispute idéologique réglée par le désir de définir une direction, et toutes mises en pratique qui découleront de l'endosser pleinement. Se reconnaître tristes, proposer un cadre explicatif, nommer les problèmes. Nous devons construire un escalier, et c'est la première marche. L'action a également une grande vertu apaisante, c'est l'inaction et la distraction en ayant connaissance de nos tâches politiques qui sont génératrices d'anxiété.

Deuxième leçon : la lutte institutionnelle a besoin du relais de l'extra-institutionnel, à (très) court, moyen et long terme. La réciproque est également vraie même si c'est moins immédiat de le faire voir. Le réengagement syndical et le réarmement des bases militantes pour les campagnes électorales récentes appelle une structuration transverse spécifique où les partis révolutionnaires ont aussi leur rôle à jouer. Sans adhérer à tous les énoncés de la tribune de Durand, Keucheyan et Palombarini[21], on doit reconnaître qu'il y a bien une pérennisation à opérer, et que cette structuration doit déborder largement l'appartenance à LFI ou Révolution Permanente (RP). Ici on va temporairement écarter les débats relatifs au PS, EE-LV et au PCF. Si on va traîner où il faut dans les sphères militantes, on sent que ça se cherche et que ça commence à se trouver. Mais on ne coupera pas à la tâche d'étoffer les contingents militants et de les organiser en ressource effectivement mobilisable. Gardons à l'esprit que le camp d'en face est *toujours* à l'initiative. On le rappelle aussi afin d'enlever tout sentiment de culpabilité à l'engagement radical.

Une autre fonction de la gauche institutionnelle est d'acclimater l'idée de rupture auprès des « masses », elle perd tout intérêt quand elle cesse de le faire à la faveur de la négociation d'alliances douteuses à sa droite. Tout intérêt, car sa force politique propre dans les institutions ne suffira jamais, c'est notre thèse, à implémenter efficacement la rupture qu'elle propose, laquelle est déjà insuffisante à répondre aux problèmes qui nous sont actuellement posés par le capitalisme. Ça été dit et répété, les réserves de voix sont à rechercher dans l'abstention, pas parmi les « fâchés pas fachos » (comprendre : en fait quand même un peu), ou parmi les électeurs du PS de droite (la tournure ménage un doute).

C'est triste mais matérialiste, l'accès aux masses a été confisqué et les canaux médiatiques *mainstream* opèrent une capture de l'attention politique. Certes ça pisse de tous côtés, les alternatifs font le plein. Même Libé s'inquiète du succès de Zawa prod. Mais l'attention politique des citoyens est sans cesse re-braquée vers la politique institutionnelle. Tant qu'on n'aura pas repris le monopole des mégaphones, on sera tributaire de l'agenda des dominants (abaya par-ci, JO par-là), et de leur tendance à ne braquer le projecteur que sur leur petit théâtre en vue de reconduire dans les esprits cette fable selon laquelle tout ce qui advient de politique dans le pays ne se passe que dans les institutions représentatives. La lutte contre hégémonique doit d'ailleurs faire une priorité de stabiliser une contre-institution médiatique (et d'organiser des liens spécifiquement culturels, ayant au moins la bonne propriété de ne pas pouvoir être récupérés par l'hégémonie[22],[23]). Troisième leçon. Se tenant à distance relative des partis et des organisations, afin que la lutte qui concerne spécifiquement le cadre médiatique soit relativement affranchie du destin particulier de telle ou telle.

Une question naît inévitablement ici, hautement matérialiste : comment permettre que des financements pérennes, abondants, évidemment dégagés de tout intérêt capitalistique constitué ainsi que de toute influence étrangère, mais aussi relativement aveugles et désintéressés, soient fléchés vers les tâches de la construction contre-hégémonique ? Pas d'autre piste à suggérer à ce stade sinon la massification et le travail de subversion des fractions accessibles de la petite bourgeoisie.

Ce n'est pas sans lien avec ce qui précède, le réarmement idéologique d'effectifs croissants, œuvrant de manière sans cesse plus *active* à l'intensification de la lutte des classes, requiert d'organiser l'intermittence des corps et de ménager les énergies individuelles. Pour durer et rester frais, joyeux, alertes. C'est une condition de la lucidité stratégique, et bien que celle-ci doive être plus distribuée que ce qu'un léninisme vulgaire se le figure, elle ne doit pas être délaissée. Il nous arrive trop régulièrement encore de pester par devers nous contre l'orientation de certaines contributions stratégiques de notre propre camp. Si le temps politique peut vite accélérer, l'énergie révolutionnaire peut aussi refluer, par exemple à l'occasion d'une défaite ponctuelle et de la stabilisation partielle des institutions pourtant en crise qui en résulterait. Tout en permettant l'intermittence des engagements individuels, il faut mettre en place des clapets anti-retour, d'abord idéologiques (l'engagement en découle), pour que les organisations ne se dissolvent pas complètement, et que les forces de réserve deviennent mobilisables à nouveau lorsque les nouvelles opportunités se font jour. On peut y croire raisonnablement sans rien sacrifier aux fictions téléologiques sur l'Histoire. C'est de cette densification et cette intensification que naîtront la spontanéité et **le sens de l'à-propos politique qui ont tant fait défaut aux directions syndicales pendant la réforme des retraites l'an dernier et pendant les JO cette année** (se reporter également au modèle ci-après).

Il faut considérer la faiblesse de notre capacité à répondre au déni de démocratie infligé par Macron comme un effet, et au lieu de le déplorer, si regrettable soit-il, entreprendre de remédier à ses causes. Cela passe par un réengagement, notamment syndical. Une camarade m'a soufflé une idée très concrète qui est déjà à l'œuvre en Belgique et que la lutte politique institutionnelle devrait remettre en haut de ses propositions programmatiques : confier la gestion du chômage aux syndicats comme c'est le cas là-bas. Pour toucher le chômage, il faut être syndiqué. Il en résulte que le taux de syndicalisme y est incomparablement supérieur à celui de la France. Ici, le syndicalisme est une lutte de tranchée si difficile et dans laquelle patronat jouit de tels avantages, que se syndiquer est extrêmement prohibitif. Élever d'un seul geste le taux de syndicalisation couperait déjà l'herbe sous le pied à tous les procédés anti-re-syndicalisation actuellement déployés par le patronat quoique de manière retorse et dissimulée la plupart du temps (il y a aussi de la répression syndicale à ciel ouvert bien sûr, de plus en plus débridée). Sauf par endroits où les inquiétudes patronales encouragent désormais le syndicalisme, mais de caserne, afin de rétablir et de contrôler un lien avec les salariés que l'efficacité de sa domination avait détruit, cela par peur de retours de flamme sauvages.

Pour des raisons à la fois de principe et pratiques, fétichiser l'imaginaire sanguinaire des révolutions passées semble contre-productif (ça peut faire du bien pour plaisanter en privé mais pas plus). On ne fomenté pas les « masses » ainsi, surtout vu l'état embryonnaire de « la classe révolutionnaire pour soi ». La violence est d'abord imputable au souverain et à la désorganisation du pouvoir – à l'hégémonie donc [24]. Elle ne fait partie de l'horizon révolutionnaire que parce qu'il est dans la nature d'un *hégémon* de se défendre. Elle est une conséquence logique, mais une conséquence triste, et non désirable en principe. On l'anticipe par devoir et non par désir, et le souci de la conjurer autant que faire se peut ne nous semble pas vain. En tout cas il nous anime, et au lieu d'émousser notre radicalité, il l'aiguise.

Modélisation rustique mais matérialiste de l'engagement

Pour l'organisation militante *lato sensu*, on se représente un modèle en trois couches : niveau 0 l'étage citoyen, niveau 1 le militant de terrain aguerri – idéalement à double casquette –, niveau 2 les capitaux sociaux acquis par le militant lui confèrent une visibilité et une capacité de projection dans des luttes d'envergure nationale, que ce soit dans les secteurs de la lutte politique institutionnelle, associatif, médiatique, artistique ou encore théorique. Il s'agit donc de niveaux d'accumulation de capital politique et militant.

Utilisation ex-post sur un cas concret : Ruffin, anatomie d'un plantage

Ruffin avait démarré sa carrière politique (période 2000 - 2016) par une admirable compréhension instinctive de ces choses en formant une machine de guerre de niveau 1 dans son secteur, à la fois militante et journalistique (cinématographique même[25]). Le succès venant, il s'est mis à vouloir atteindre le haut du niveau 2 sans avoir terminé de saturer collectivement le niveau 1 (période 2017 - 2024), et le colosse aux pieds d'argile chancela : séparation idéologique croissante d'avec les bases militantes (épisode Adama Traoré en 2016 : attendre les résultats de l'enquête), abandon aux sirènes médiatiques qui lui susurrèrent qu'il est présidentiable, puis séparation en catastrophe de LFI (précipitée par Macron, quelle ironie pour celui qui avait personnalisé et mis en scène leur opposition !), mais également de ce pauvre PCF pourtant naturellement disposé à l'accueillir, au moins en garde alternée, pour terminer minorisé dans la minorité molle de la majorité parlementaire relative : sur une étagère d'EE-LV. Scénariste de cette tragique histoire, on aurait évidemment opté pour la glorieuse et triomphante Gauche Sociale et Républicaine de Lienemann et Maurel (peut contenir des traces de naphthaline), mais l'ironie de l'histoire lui fait terminer sa course chez les porte-drapeaux de l'écologie bourgeoise qu'il ne portait pourtant pas dans son cœur. Les fictions politiques doivent s'acquitter d'une vraisemblance minimale dont le réel ne saurait s'encombrer.

Sa déroute résulte aussi de cette *illusio* que secrètent le journalisme paresseux et la mauvaise sociologie électorale consistant à croire que l'on peut être victorieux par une saturation directe du niveau zéro : la conviction de tous citoyens – quasi religieuse donc – par le prêche, sans traverser l'épreuve nécessaire des luttes idéologiques et pratiques, puissamment enracinées dans le niveau 1, dont la résistance la plus déterminée à l'extrême droite. L'adhésion directe du niveau 0 (les masses, donc) à un but politique qui, chez Ruffin, aurait pu s'appeler éco-socialisme, c'est le serpent à plumes de la révolution réussie sans avoir été menée. Dans *La politique comme art stratégique*, Daniel Bensaïd critique ainsi la pensée de John Holloway : « Tout semble, pour lui, se jouer dans les têtes. Son inversion copernicienne de la pensée révolutionnaire s'apparente fort, alors, à une conversion religieuse ». Sans être transposable trait pour trait à Ruffin, moins théoricien qu'Holloway, il y a en commun un certain mysticisme débouchant dans les deux cas sur une mystification politique.

Les dés en sont jetés, ce qui nous ôte toute culpabilité de nous en prendre à un cheval politique sur lequel certains avaient beaucoup trop misé (on en fait partie). Il s'est mis dedans tout seul, maintenant bonjour pour en revenir. Notre but était surtout de montrer la force descriptive du modèle dans la lutte contre hégémonique. Comme modèle organisationnel, manipulant une physique des nombres, des densités et des intensités, indépendamment des contenus idéologiques en première instance. En fait c'est même le contraire : ce modèle repose même sur *une hypothèse d'asymétrie structurale forte entre hégémonie conservatrice et contre-hégémonie émancipatrice*, peut-être plus encore que chez un néo-gramscien de haut vol tel que Palombarini, en particulier dans la tribune que nous avons citée. Pour la partie concernant l'articulation entre elles de luttes spécifiques, on renvoie à l'excellent chapitre « éléments pour un bloc contre-hégémonique[26] » et à la ligne éthico-politique que Lordon y propose afin de résorber ce que de moins spinozistes que lui appelleront des contradictions. De toute manière les modèles proposés n'ont de force prescriptive que si les militants s'en emparent, les enrichissent et les diffusent.

Il ne faut pas cesser d'insister : les luttes extra-institutionnelles fédérées ou non, convergentes ou pas, sont engagées *ab ovo* dans un rapport dialectique avec la lutte institutionnelle. En engendrant des déceptions celle-ci restera longtemps un carburant important, nécessaire même. De l'autre côté on doit offrir une solution à la fois analogique et anxiolytique (mais cette fois-ci, bonne) au problème politique du surinvestissement des possibilités

institutionnelles : « – J'ai voté NFP, ça ne marche pas je ne comprends pas, je suis dégoûté [allô Maman bobo]. – Bienvenue, c'est normal, voici pourquoi et ce que nous vous proposons de faire. » Ce n'est pas du tout de la récupération : il ne faudra pas désinvestir un seul instant le secteur institutionnel, en continuant de pousser derrière LFI/NFP ou dénominations ultérieures si d'aventure, ainsi que nous l'avons amplement indiqué.

Structures affectives militantes, densification, re-médiations.

On connaît quelques militants « de niveau 1 », admirables car se battant sans espoir du succès, jamais à terre. Les meilleurs d'entre eux ont la double appartenance syndicale / associative d'une part, politique de l'autre. Les affects de gloire qui sous-tendent l'héroïsme ont une fonction dans l'éthique spinoziste, laquelle même si elle a immédiatement un débouché politique n'est pas visiblement révolutionnaire. Ceci-dit c'était un mot tabou à son époque, l'ombre de Cromwell planait encore sur l'Europe, et on se demande encore aujourd'hui tout ce qui pouvait se dissimuler sous le manteau du philosophe des Provinces-Unies. Pour lui, les affects d'héroïsme sont d'usage purement instrumental et doivent être considérés froidement. Au lieu de les vanter ou de les blâmer, on se contentera de les faire voir comme effet plutôt que cause, à savoir essentiellement comme produit d'une intensification en nombre et en degré de *l'indignation* provoquée par le spectacle du désastre social, écologique et moral provoqué par les dominants en place, et par leur refus d'en rabattre. Pour réguler les affects d'héroïsme, les structures militantes désormais mieux ancrées, plus pérennes vont devoir réapprendre à distribuer de la rémunération symbolique, de la reconnaissance, pas gratuitement certes, mais de manière raisonnée. Et pas qu'individuelle, mais aussi entre luttes et organisations[27]. Rien qu'entre médias alternatifs, on pourrait broder sur le manque actuel de considération mutuelle. C'est pourtant l'une des conditions de la *percolation* victorieuse que de s'être d'abord *reconnus* tristes[28], puis en lutte, puis enfin, le cas échéant, grands dans la lutte.

Il faut recréer des médiations, ou les réinvestir pour en faire quelque chose de neuf. On a parlé de médias, de syndicats, il faut remettre la question du parti sur la table. Non que les structures partidaires nominalement adéquates n'existent déjà, mais elles se tiennent comme dans une *fausse position*, les descendants putatifs des bolcheviks étant très minoritaires, et les majoritaires n'étant pas nominalement révolutionnaires mais seulement « de rupture ». Il s'agit d'un chantier ouvert, nous n'avons pas de réponse précise : mais il faut se demander si cette configuration pourrait s'inverser à la faveur de l'entrée en crise révolutionnaire, servant à la fois de signal et de levier politique. Cela semble lointain, mais on doit dès à présent penser à toutes les externalités négatives du mode de production évoquées plus haut, et aux effets de retours de force dans les structures sociales, notoirement celles politiques, qui organisent la conflictualité.

Deux points un peu théoriques ici. Notre position spinoziste/déterministe nous fait en permanence osciller entre registre normatif et positif. Lordon, Palombarini mais également *Frustration magazine* ont critiqué la lenteur de la CGT à vouloir manifester contre le coup de force institutionnel de Macron, renvoyant les actions à l'après JO, voire à la rentrée. Ils l'ont fait à juste titre, car il ne faut pas croire que Macron est inactif pendant qu'il essaie de nous endormir. Sans contradiction, notre modèle d'engagement à trois niveaux, appliqué au syndicalisme, doit nous forcer à regarder où dans les fédérations syndicales et pour quelles raisons ça ne connecte pas.

Levier de la conscience écologique ?

Deuxième point, la mobilisation à l'anticapitalisme par la question écologique, si elle est fondée en raison nous semble poser quelques problèmes. Qu'elle soit un peu dégoûtante moralement, cela Lordon le dit déjà. Mais la neutralisation des réflexes bourgeois de la population qu'elle mobilise, par la conviction en raison nous semble vouée à patiner. Ce que nous pensons en outre, c'est que les effets écologiques vont avoir des impacts sur la santé des citoyens dont la matérialisation se manifesterait dans le conflit de classe. Si les canicules se multiplient, les travailleurs vont vite être beaucoup moins efficaces. Pourtant les médias ne vont pas d'abord penser aux températures nocturnes, mais à la génération XYZ, aux gens qui ne veulent plus travailler, à la culture de l'assistanat, etc. Enfin, même si la proposition communiste est bien la seule à pouvoir être écologique, en découplant le revenu individuel du niveau de la production, autant qu'il est possible, et même si notre proposition particulière prévoit que la circulation monétaire externe initie un effet domino, et incite un certain nombre de pays à nous suivre, les effets

écologiques d'une telle bascule, même dans le scénario politique le plus optimiste prendront un certain temps à se manifester (des bénéfiques locaux, comme la qualité de l'air, de l'eau, des produits agricoles, etc., doivent évidemment être des leviers politiques).

Au stade où nous en sommes – on a châtié l'imagier sanguinaire de la révolution – il faut être actifs, déterminés mais aussi calmes et joyeux. Le repos et l'intermittence dans l'engagement militant individuel sont fondamentaux. Comme leçon de zen jointe et *media-training* à l'usage des nouveaux militants zélés souhaitant prendre directement le Medef ou l'Élysée d'assaut (bien que les gilets jaunes aient montré que ça pouvait vite revenir), on peut conseiller *d'admirer* la nouvelle génération de députés insoumis passer victorieusement le baptême du feu éditocratique. *Le vieux* a bien raison d'affirmer qu'ils n'en n'ont pas fini avec nous. En attendant une structuration révolutionnaire plus étoffée, c'est un point de départ incontournable. Nous révolutionnaires, ne nous lasserons pas d'être très sévères avec ceux qui s'en prennent à Mélenchon et LFI.

Les luttes écologiques (les ZAD, contre l'A69, ou les méga-bassines) ou sociales (contre la réforme des retraites) font apparaître la complémentarité institutionnelle / extra-institutionnelle, dans un « mouvement dialectique » que par inscription spinoziste nous désignerons comme une **circulation de l'indignation**. Circulation qui procède comme par rebonds, dans lesquels l'énergie cinétique de la balle est emmagasinée tantôt sous la forme d'un déplacement en translation, tantôt sous la forme d'une rotation sur soi, faisant d'abord croire à une moindre mobilité mais produisant en cascade d'autres rebonds prometteurs. Il faut toujours penser la révolution en termes d'énergie (ce qui veut évidemment dire en termes collectifs), comme une physique : la puissance résulte du produit d'une intensité par un nombre de vecteurs, redevenus statistiquement colinéaires. Le capitalisme nous avait fait entrer dans un devenir orthogonal (orthogonal au désir maître de l'employeur) ? On doit s'efforcer de réinvestir cette dépoliarisation dans une repolarisation (révolutionnaire) : un devenir colinéaires (toujours : la politique par la *figuration* d'un but).

Il y a à faire en termes de massification du réarmement idéologique (soutenons la Fabrique et les Éditions sociales, ainsi que les médias alternatifs). En cette matière, la comparaison de notre situation avec 1968 semblait encore défavorable jusqu'à récemment. Et pourtant, si Mai 68 avait débouché sur des conquêtes significatives, il n'avait pas renversé le système capitaliste. Que les armes de la critique soient disponibles ou pas, de fait, s'il y avait encore matière à réaménager les choses dans le capitalisme alors, cette parenthèse semble désormais refermée. Spinoza conclut presque le deuxième livre de son *Éthique* par cette formule énigmatique : « Volonté et Entendement sont une seule et même chose ». Les marxistes de l'époque althussérienne utilisaient des formules plus dialectiques, et situées dans un plan plus immédiatement politique que relevant d'une théorie générale de l'action et de la connaissance humaines, du type : « pratique de la théorie et théorie de la pratique ». L'idée commune reste que l'appétit politique théorique est consubstantiel à et concomitant d'une remise en mouvement des corps. Aiguiser les appétits, telle est d'ailleurs la préconisation de Lordon en conclusion de *Figures du communisme* : « Les mots sortent de leur inutilité si, par leur pouvoir de figuration, ils servent à l'affûtage : le désir politique gagne en tranchant quand il cerne de plus près sa destination. ». Encore et toujours : figuration et remise en mouvement par le but – communiste.

Pour inverser dialectiquement l'idée spontanée selon laquelle que la pensée précède l'action, on va risquer cette hypothèse provocatrice, mais valide dans la conjoncture particulière, que le réarmement idéologique nécessaire pour porter le but politique que nous proposons ne peut découler que de la remise en mouvement massive des corps, et de leur entrecroc dans les luttes. Une agitation heuristique en quelque sorte. Il est d'ailleurs scientifiquement prouvé que les meilleures suggestions de lecture politique s'échangent lors des manif sauvages et des occupations, idéalement sous le jet des lacrymos.

Les opportunités politiques pratiques sont là, juste devant nous. Elles foncent sur nous au grand galop. Provoquées par des dominants sourds, aveugles, arc-boutés, peut-être même dingues [29] – peu importe. Elles seront sur nous avant même qu'une théorie complète de l'action révolutionnaire adéquate, donc actualisée, ait été mise au point. Sans attendre l'avis de directions syndicales ou politiques, il est de notre devoir le plus immédiat et le plus impérieux de nous en saisir.

Post-Scriptum

L'isolement des initiateurs les font apparaître comme fous et bouffons, et comme le dit l'excellent générique de l'excellente émission Les pieds sur terre sur France Culture : « on ne sait jamais ce qui se passe, on sait juste ce qu'on voudrait qui se passe, et c'est comme ça que les choses arrivent. ». On n'a pas à se plaindre, tant on sait que c'est un phénomène social logique – en quelque sorte, *naturel* –, que notre contribution initiale soit restée peu visible à ce jour. Un immense merci à ceux qui avaient permis qu'elle ne le soit pas complètement, ils se reconnaîtront. On ne fait aucun reproche aux camarades qui s'occupent de théorie marxiste critique. Ils transmettent de manière vivante la tradition communiste révolutionnaire. En espérant qu'on se retrouve prochainement pour avoir quelques discussions, nous jurons solennellement de ne jamais aller dans les médias *mainstream*, quand bien-même, « sur un malentendu », ils nous offriraient un entrefilet dans 20 minutes, 20 secondes de « moi Président » sur France Info, ma thèse en trois minutes ou l'image du jour à la météo : insolite, cet homme qui voulait le communisme au 21^e siècle. Et si ça nous arrivait, même en un peu amélioré, qu'on nous débranche sur champ !